



Règlement de la FLF sur la collaboration avec les Intermédiaires

1) Introduction et définitions

Activité(s) : chaque activité ayant pour but de conclure, prolonger ou renouveler un contrat de travail, un contrat de louage d'ouvrage ou de négocier un transfert.

Contrat de Représentation : chaque contrat entre un Intermédiaire et un joueur/club, dont le contenu a directement ou indirectement trait à des Activités.

Intermédiaire : la personne physique ou morale qui veut exercer des Activités au Luxembourg et qui est enregistrée auprès de la FLF ou qui est déjà enregistrée auprès d'une fédération étrangère en tant que telle.

Mineur* : mineur dans le sens de l'article 11 de la section « Définitions » du Règlement du Statut et du Transfert des Joueurs de la FIFA.

*(*Joueur mineur : joueur n'ayant pas encore atteint l'âge de 18 ans.)*

Officiel(s)** : toute personne au sens de l'article 11 de la section « Définitions » des Statuts de la FIFA

*(**Officiel : tout dirigeant, membre d'une commission, arbitre et arbitre assistant, entraîneur, préparateur, ainsi que tout responsable technique, médical et administratif de la FIFA, d'une confédération, d'une association, d'une ligue ou d'un club et toute autre personne tenue de se conformer aux Statuts de la FIFA (à l'exception des joueurs).)*

Rémunération: la rémunération due à un Intermédiaire dans le cadre d'Activités.

Transaction : la conclusion, la prolongation ou le renouvellement d'un contrat de travail, d'un contrat de louage d'ouvrage et/ou la conclusion d'un accord de transfert.

2) Principes généraux

Les joueurs et les clubs de la FLF peuvent avoir recours aux services d'Intermédiaires lorsqu'ils concluent un contrat de travail, un contrat de louage d'ouvrage et/ou un accord de transfert.

Les joueurs et les clubs vérifient si ces personnes sont dûment enregistrés (cf. art 3 du présent Règlement). S'ils ne le sont pas, les clubs doivent inviter l'Intermédiaire à se faire sans délai.

Le présent règlement ne peut aucunement affecter la validité du contrat de travail, du contrat de louage d'ouvrage, l'éligibilité du joueur et/ou la validité de l'accord de transfert dont il est question.

3) Enregistrement des Intermédiaires

Chaque Intermédiaire qui est impliqué dans une Transaction doit s'enregistrer au préalable auprès de la FLF et y déposer chaque Contrat de Représentation conformément à l'article 4 du présent Règlement

Dès réception d'une confirmation d'enregistrement, l'Intermédiaire peut, pour la période de la validité dudit enregistrement, se présenter comme « *Intermédiaire enregistré auprès de la FLF* ».

Il est strictement interdit à l'Intermédiaire d'utiliser le logo de la FLF sous peine de radiation immédiate du registre.

Une personne morale ne peut se faire enregistrer en tant qu'Intermédiaire que par le biais d'une personne physique qui est déjà enregistrée en tant qu'Intermédiaire.

Ledit enregistrement est valable pour le restant de la durée de la saison et doit se faire au plus tard 10 jours après la conclusion d'une Transaction. Si l'enregistrement de l'Intermédiaire se fait après la conclusion d'une Transaction, le joueur et/ou le club doit/doivent déposer, outre le Contrat de Représentation une Déclaration d'Intermédiaire signée.

Afin qu'une personne physique puisse se faire enregistrer comme Intermédiaire, elle doit au préalable déposer les documents suivants à la FLF dans une langue reconnue par la FLF qui, par l'intermédiaire de son Conseil d'Administration, peut refuser l'enregistrement:

- Déclaration d'Intermédiaire
- Extrait du casier judiciaire ou un document équivalent si l'intéressé n'est pas domicilié au Luxembourg.
- une copie de sa carte d'identité ou passeport
- une déclaration sur l'honneur qu'il n'a jamais été poursuivi pour des faits ayant trait à la protection de la jeunesse, aux législations sportives et autres sur le doping et match fixing, à la législation sur le blanchiment d'argent et autres infraction financières dont la banqueroute.

Afin qu'une personne morale puisse se faire enregistrer comme Intermédiaire, elle doit déposer les documents suivants à la FLF dans une langue reconnue par la FLF outre les documents précitées:

- Preuve d'inscription de la personne morale dans le pays où est situé son siège social.

Tout Intermédiaire qui s'enregistre est redevable à la FLF d'une rétribution administrative de 500,00 (cinq cents) EUR.

Aucun Officiel (tel que défini dans les DEFINITIONS) ne peut exercer d'Activités.

4) Contrat de Représentation

Tout Contrat de Représentation conclu par un Intermédiaire avec un joueur et/ou un club est déposé auprès de la FLF au moment de l'enregistrement de l'Intermédiaire.

Toute partie impliquée à un Contrat de Représentation doit informer la FLF par écrit, endéans les 10 jours ou au plus tard lors de la conclusion de la Transaction, de la conclusion d'un Contrat de Représentation et de chaque rupture prématurée, renouvellement ou modification de ce Contrat de Représentation.

Il est interdit aux Intermédiaires de donner ou d'offrir une rémunération sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, en contrepartie de la signature d'un Contrat de Représentation, à un joueur ou à un membre de sa famille. Il est interdit au joueur d'accepter une quelconque rémunération.

Si le joueur est mineur, ses tuteurs légaux doivent également signer le contrat de représentation. Les services offerts à un mineur et/ou sa famille/représentant légal sont gratuits et aucun paiement ne peut être ni reçu, ni effectué par aucun des intervenants.

5) Obligations des Intermédiaires

L'Intermédiaire est obligé de:

- a) respecter les statuts et/ou règlements de la FLF, de l'UEFA et/ou de la FIFA et/ou les décisions d'un ou plusieurs de ses organes;
- b) s'abstenir de tout comportement qui pourrait nuire aux intérêts de la FLF, ses organes et/ou le football en général;
- c) fournir toute information pertinente requise par la FLF, l'UEFA et/ou la FIFA et/ou par un ou plusieurs de ses organes compétents;
- d) s'abstenir de tout comportement qui pourrait inciter le joueur à mettre fin prématurément à son contrat de travail ou à ne plus respecter les obligations qui découlent de son contrat de travail ou son contrat de louage d'ouvrage;
- e) veiller à ce que son nom et sa signature, ou, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la signature d'un collaborateur enregistré conformément au présent règlement, figurent sur chaque contrat qui prend cours suite à ses Activités;
- f) satisfaire à la législation pertinente;
- g) déposer une liste de toute personne physique enregistrée comme Intermédiaire qui peut juridiquement exercer des Activités au nom et pour compte de la personne morale enregistrée comme Intermédiaire.

L'Intermédiaire est, et le reste à tout moment, responsable de toute Activité exercée en son nom et/ou pour son compte.

6) Paiement aux intermédiaires

La rémunération due à un Intermédiaire mandaté par un joueur est calculée sur la base du revenu brut du joueur sur la durée entière du contrat.

A titre de recommandation, la rémunération totale par transaction due à un Intermédiaire mandaté ne peut excéder 3% du revenu brut total du joueur, respectivement 3% de l'indemnité de transfert payée dans le cadre du transfert en question du joueur.

Les clubs doivent s'assurer que les paiements effectués d'un club à un autre dans le cadre d'un transfert ne sont pas versés aux Intermédiaires.

La cession des créances pareilles à un Intermédiaire est également interdite.

Tout paiement pour les services d'un Intermédiaire doit être exclusivement effectué par le client de l'Intermédiaire en faveur dudit Intermédiaire.

Après la conclusion de la Transaction, et sous réserve de l'accord du club, le joueur peut autoriser le club, par consentement écrit, à rémunérer l'Intermédiaire pour son compte. Le paiement effectué pour le compte du joueur doit être conforme aux modalités convenues entre le joueur et l'Intermédiaire.

Les Officiels (cf pt.1 définitions) ne peuvent recevoir le moindre paiement d'un Intermédiaire, ni la moindre indemnité ou partie d'indemnité payée à cet Intermédiaire dans le cadre d'une Transaction. Tout officiel ne respectant pas cette disposition s'expose à des sanctions disciplinaires, prévues par le Règlement FLF sur les procédures devant les Tribunaux internes et sur les peines.

7) Divulcation et publication

Il est loisible aux Clubs et aux joueurs de ne pas avoir recours aux services d'un intermédiaire. Dans ce cas, la Transaction en question doit inclure une clause spécifique indiquant ce fait.

Les joueurs et/ou les clubs communiquent à la FLF les informations concernant toute rémunération ou tout paiement, de quelque nature que ce soit, qu'ils ont effectué ou prévoient d'effectuer en faveur d'un Intermédiaire.

A la fin du mois de mars de chaque année, la FLF rend public sur son site internet les noms de tous les Intermédiaires qu'elle a enregistrés ainsi que le détail des transactions dans lesquelles ils ont été impliqués.

La FLF publie également le montant total des rémunérations ou paiements effectués en faveur des Intermédiaires par leurs joueurs enregistrés et leurs clubs affiliés.

8) Conflits d'intérêts

Un Officiel ne peut pas exercer des Activités d'Intermédiaire. Il est dès lors interdit aux joueurs et aux clubs d'engager en tant qu'Intermédiaires des Officiels.

Avant d'engager les services d'un Intermédiaire, les joueurs et/ou les clubs doivent s'assurer qu'il n'y a aucun conflit d'intérêts ni pour les joueurs, ni pour les clubs, ni pour les Intermédiaires.

Si le joueur et un club souhaitent recourir aux services d'un même Intermédiaire dans le cadre d'une même Transaction, le joueur et le club concernés doivent donner par écrit leur consentement exprès avant le début des négociations et confirmer par écrit quelle(s) partie(s) – le joueur et/ou le club – prendra à sa charge la rémunération de l'Intermédiaire. Les parties sont tenues d'informer la FLF de tout accord de ce type et de soumettre toute la documentation écrite susmentionnée dans le cadre de la procédure d'enregistrement (cf. art. 3 ci-dessus).

9) Sanctions

Toute violation à l'encontre du présent règlement FLF sur la collaboration avec les intermédiaires constitue une infraction au sens de l'article 102 du règlement sur les procédures devant les Tribunaux internes et sur les peines et sera jugée par les juridictions internes de la FLF.

Sans préjudice de la compétence des instances fédérales compétentes, tenant compte des circonstances spécifiques et moyennant motivation, d'infliger une sanction plus/moins sévère, les sanctions suivantes sont d'application vis-à-vis des Intermédiaires:

- Première infraction: l'enregistrement en cours est annulé.
- Deuxième infraction: l'enregistrement en cours est annulé et l'Intermédiaire ne pourra plus s'enregistrer auprès de la FLF pour une période de 1 à 3 ans
- Troisième infraction: l'enregistrement en cours est annulé et l'Intermédiaire ne pourra plus s'enregistrer auprès de la FLF pour une période de 3 à 10 ans
- Quatrième infraction: l'enregistrement en cours est annulé et l'Intermédiaire ne pourra plus s'enregistrer auprès de la FLF pour une période de plus de 10 ans.

Ces sanctions peuvent être assorties d'une amende ou d'une autre sanction prévue par les règlements de la FLF.

Par ailleurs, la FLF informera la FIFA de toute sanction disciplinaire prise à l'encontre d'un Intermédiaire.

La Commission de Discipline de la FIFA décidera alors de l'extension de la sanction au niveau mondial conformément au Code disciplinaire de la FIFA.

Le Conseil d'Administration de la FLF
18 mai 2015

N.B. Le règlement FLF sur la collaboration avec les Intermédiaires assure la mise en œuvre et le respect des exigences et standards minimaux du nouveau Règlement FIFA sur la collaboration avec les intermédiaires, entré en vigueur le 1er avril 2015 et se substituant au règlement FIFA gouvernant l'activité d'agents de joueurs, amendé pour la dernière fois le 29 octobre 2007.

Dans le cas où il existe une discordance entre les dispositions de ce règlement et le Règlement FIFA, le Règlement FIFA fait foi.